

Partie 1 Général

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 32 16.07 – Ordonnancement des travaux – Diagramme à barre (GANTT).
- .2 Section 01 56 00 – Ouvrage d'accès et de protection temporaires.

1.2 ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Concevoir et construire des moyens temporaires d'accès au chantier, notamment des escaliers, des voies de circulation, des rampes ou des échelles ainsi que des échafaudages, distincts des ouvrages finis et conformes à la réglementation municipale, provinciale ou autre, et en assurer l'entretien.

1.3 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS

- .1 Effectuer les travaux en perturbant le moins possible l'utilisation normale des lieux. À cet égard, prendre les dispositions nécessaires avec le Représentant ministériel pour faciliter l'exécution des travaux prescrits.
- .2 Maintenir en fonction les services publics existants et assurer l'accès au chantier au personnel et aux véhicules autorisés.
- .3 Lorsque la sécurité pourrait être réduite en raison des travaux, prévoir d'autres moyens temporaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes sur les lieux.
- .4 Une fois les travaux achevés, les ouvrages existants qui ne sont pas concernés par les travaux doivent être dans un état équivalent ou supérieur à l'état qu'ils présentaient avant le début des travaux.

1.4 PÉRIODES DE RESTRICTION POUR RÉALISER LES TRAVAUX

- .1 Les travaux en eau devront être réalisés en dehors des périodes de restriction suivantes :
 - .1 Entre le moment de l'octroi et le 31 mars 2018, soit d'ici à ce qu'un projet de compensation environnementale pour la perte d'habitat du poisson ait été accepté par le Ministère des Pêches et des Océans du Canada;
 - .2 Entre 21 h et 5 h, du 16 avril au 31 août inclusivement (années 2018 et 2019), afin de protéger les espèces anadromes et catadromes, notamment l'anguille d'Amérique, le saumon Atlantique et l'omble de fontaine ;
 - .3 Entre le 26 mai et le 10 juillet inclusivement (années 2018 et 2019), afin de protéger la période de fraie du capelan ;
 - .4 lorsqu'un cétacé ou une tortue luth est observé à moins de 200 m de la zone des travaux, il est recommandé d'interrompre les travaux et d'attendre que l'animal s'éloigne à plus de 200 m.

1.5 SERVICES EXISTANTS

- .1 Informer le Représentant ministériel et les entreprises de services publics de l'interruption prévue des services et obtenir les autorisations requises.
- .2 S'il faut exécuter des piquages sur les réseaux existants ou des raccordements à ces réseaux, aviser le Représentant ministériel 48 heures avant le moment prévu d'interruption des services électriques ou des systèmes mécaniques. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible.
- .3 Assurer la circulation des piétons et des véhicules.
- .4 Construire des clôtures et barrières de protection conformément à la section 01 56 00- Ouvrages d'accès et de protection temporaires.

1.6 EXIGENCES PARTICULIÈRES

- .1 Les travaux doivent être exécutés du lundi au samedi, entre 7h00 et 19h00 en Juillet et Août et de 7h00 à 22h00 les autres mois.
- .2 Soumettre l'horaire des travaux conformément à la section 01 32 16.07- Ordonnancement des travaux - Diagrammes à barres (GANTT).
- .3 S'assurer que les membres du personnel de l'Entrepreneur qui travaillent sur le chantier connaissent les règlements et les respectent, notamment les règlements sur la sécurité incendie, la circulation routière et la sécurité au travail.
- .4 Demeurer dans les limites des travaux et des voies d'accès.
- .5 L'accès au chantier des véhicules de l'entrepreneur est limité aux zones indiquées au plan.
- .6 L'entrepreneur devra relever l'état des voies d'accès qui désire emprunter dans la municipalité avant le début des travaux sur le site. L'entrepreneur a la responsabilité de bien documenter son relevé.

1.7 SÉCURITÉ

- .1 Prévoir des moyens temporaires pour maintenir la sécurité si celle-ci a été réduite en raison des travaux faisant l'objet du présent contrat.

1.8 INTERFÉRENCES SUR LA NAVIGATION

- .1 L'entrepreneur devra, de façon continue et précise, rapporter tous les déplacements de ses équipements flottants aux Services de communication et de trafic maritime de la garde côtière canadienne et au maître de port. Il devra également rapporter les heures des débuts et fins de toutes les périodes de construction.
- .2 L'entrepreneur devra aviser le Représentant ministériel, quarante-huit (48) heures à l'avance si possible, de tout déplacement spécial de son équipement flottant (soit pour des raisons de ravitaillements, de réparations, etc.).
- .3 S'il arrivait que l'équipement de l'entrepreneur provoque une obstruction à la navigation, l'entrepreneur devra :
 - .1 Aviser le Service de Communication et de Trafic maritime (SCTM) du MPO et le Représentant ministériel.

- .2 Procéder sur-le-champ à l'enlèvement de cet équipement à ses propres frais. Si l'entrepreneur manquait à cette obligation, le Ministère se chargera de l'enlèvement de l'obstacle et tous les frais encourus seront débités à l'entrepreneur.

1.9 MATÉRIEL FLOTTANT

- .1 L'entrepreneur devra fournir l'équipement d'une taille et d'une capacité suffisante pour réaliser les travaux décrits aux plans et devis.
- .2 Pendant l'exécution du contrat, toute la machinerie doit être maintenue en bon état de marche, de même qu'être réparée convenablement et rapidement en tout temps. Tous les équipements utilisés doivent être capables de tenir la mer et être en bonne condition. Ils doivent, de par leurs dimensions, leurs particularités et leur tirant d'eau, se prêter à l'exécution des travaux.
- .3 Baliser le matériel flottant par des feux de signalisation conformément à la *Loi sur la marine marchande du Canada*.
- .4 Assurer un service d'écoute radio marine à bord.
- .5 Mettre en place et maintenir fonctionnel des bouées et des feux de signalisations, et ce, pour toute la durée du contrat.
- .6 L'entrepreneur doit fournir, mettre en place (mouiller) et entretenir, à ses propres frais, toutes les bouées ou marques requises pour exécuter adéquatement les travaux. Si, par hasard ou par accident, une ou plusieurs bouées/marques calaient ou partaient à la dérive, elles devront être renflouées et/ou récupérées aux frais de l'entrepreneur, à la satisfaction du Représentant ministériel. L'entrepreneur est responsable de tout accident, de quelque nature que ce soit, à cause de la mauvaise disposition ou visibilité des bouées/marques, durant le jour ou à leur mauvais éclairage durant la nuit, ou pour toute autre raison.
- .7 Maintenir fonctionnels tous les signaux et feux obligatoirement installés sur l'équipement flottant nécessaire aux travaux, selon le « Règlement sur les abordages – Collision Regulations » et le « Règlement sur la sécurité de la navigation – Navigation Safety Regulations ». Tout l'équipement nécessaire aux travaux devra être ainsi convenablement identifié et /ou visible en tout temps.

1.10 ENVIRONNEMENT SANS FUMÉE

- .1 Respecter les consignes d'interdiction de fumer. Il est interdit de fumer.

Partie 2 Produit

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION